

# Fiches méthode - Fiche méthode de droit

## Analyser des situations juridiques

Le sujet de Culture économique, juridique et managériale se présente sous la forme d'un dossier, composé de documents variés présentant des situations professionnelles.

En droit, il est demandé de :

- répondre à une situation pratique par le biais du syllogisme juridique ;
- proposer une argumentation juridique pour résoudre des situations juridiques auxquelles l'entreprise est confrontée ;
- analyser un contrat, une réglementation (enjeux et objectifs), des décisions d'autorités compétentes (autorités judiciaires, Autorité de la concurrence), d'une jurisprudence, etc.

### Démarches

#### Répondre à une situation pratique par le biais du syllogisme juridique

Pour répondre à une situation pratique, on utilise le syllogisme, qui est un raisonnement en trois étapes.

#### Étape 1 Exposer la majeure, c'est-à-dire l'énoncé de la règle de droit

#### Étape 2 Exposer la mineure, c'est-à-dire l'énoncé des faits

#### Étape 3 Proposer la solution, c'est-à-dire l'application de la règle de droit aux faits et la conclusion

*C'est l'application juridique du syllogisme de Platon : « Tous les hommes sont mortels [majeure], je suis un homme [mineure], je suis mortel [conclusion] ».*

#### Proposer une argumentation juridique pour résoudre des situations juridiques auxquelles l'entreprise est confrontée

L'objectif est d'apprécier, non seulement, votre aptitude au raisonnement juridique, grâce au syllogisme, mais aussi la mobilisation de vos connaissances personnelles. L'argumentation en vue de la résolution des situations juridiques suppose de répondre aux questions suivantes : Quels sont les faits ? Quel est le problème juridique posé ? Quelle est la règle de droit applicable ? Quelle argumentation peut-on développer ? Quelle solution peut-on proposer ? Il convient de suivre les étapes suivantes.

#### Étape 1 La qualification juridique des faits

Après avoir rappelé qui sont les acteurs, la qualification juridique des faits consiste à traduire en termes juridiques la situation soumise dans le contexte.

#### Étape 2 La détermination du problème de droit

Identifier la problématique générale soulevée par la situation proposée.

#### Étape 3 L'identification des règles de droit applicables

Exposer les règles de droit applicables au cas, pour permettre d'apporter une ou des réponses au cas. Pour cela, il faut maîtriser le cours.

#### Étape 4 La solution juridique proposée ou l'application au cas

Rapprocher les faits, juridiquement qualifiés, des règles de droit qui y sont applicables, grâce au « syllogisme juridique » exposé ci-dessus. La solution proposée apparaît avec le rappel de la règle de droit (la majeure), appliquée aux faits (la mineure) afin d'en tirer la conclusion qui sera la solution.

### Analyser une documentation juridique

Les documents à analyser peuvent être de diverses natures : contrat, réglementation (enjeux et objectifs), décisions d'autorités compétentes (autorités judiciaires, Autorité de la concurrence), jurisprudence, etc. Dans tous les cas, il convient de repérer le titre, la source, la date et le type de document étudié.

- **Il peut s'agir d'un contrat ou d'une clause d'un contrat**

Si vous devez l'analyser, vous devrez en repérer la nature et le contenu (contrat de vente ? de location ?) ; les parties (qui est le vendeur ? qui est l'acheteur ?) ; l'objet du contrat (le contenu de la prestation à fournir), les obligations réciproques des parties, le domaine de droit concerné, les clauses particulières du contrat, les réponses aux questions posées.

- **Il peut s'agir d'articles de Codes ou de presse spécialisée**

Il convient d'en repérer le sens et d'utiliser les idées importantes pour réaliser le travail demandé.

- **Il peut s'agir d'une décision de justice**

Un extrait de décision de justice peut être soumis à l'analyse afin d'en retirer des éléments de réponse pour le travail à réaliser. Pour en comprendre le sens, vous pouvez utiliser la méthodologie d'analyse d'une décision de justice : analyse de la décision de..., en date du..., les faits à l'origine du litige, les intervenants, la procédure (qui en est à l'origine ? qui la subit ? devant quelle juridiction ?), le problème de droit opposant les parties, leur argumentation, la décision (en quoi consiste le jugement ou l'arrêt ? qui est condamné ? à quoi ?).

## Applications

### Répondre à une situation pratique par le biais du syllogisme juridique

La SARL Bernie commet des actes de concurrence déloyale (usurpation de la notoriété et des techniques employées par son concurrent direct l'EURL Voici, entreprise de renom).

#### Corrigé

**La majeure :** L'article 1240 du Code civil prévoit que toute personne causant un préjudice par sa faute doit le réparer. Les tribunaux accordent des dommages-intérêts pour les préjudices subis dès lors que sont apportés la preuve d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité entre les deux.

**La mineure :** En pratiquant une concurrence déloyale, une entreprise a commis une faute en privant son concurrent d'une partie de sa clientèle, en lui faisant subir une perte financière.

**La solution :** Par conséquent, le concurrent déloyal doit réparer sa faute en versant des dommages-intérêts à l'entre-prise concurrente qui rapporte la preuve de son préjudice.

### Proposer une argumentation juridique pour résoudre des situations juridiques auxquelles l'entreprise est confrontée

La société Lilas commercialise ses produits dans une ville dans laquelle un de ses clients, la société Richie, distribue lui-même ses produits. La société Lilas s'interroge sur les conséquences d'une telle pratique.

## Corrigé

**Les faits qualifiés :** Un contrat de distribution commerciale est envisagé par deux parties, le distributeur s'interrogeant sur l'équilibre de ce contrat.

**Le problème de droit :** Quelles sont les obligations respectives de chaque partie à un contrat de distribution commerciale et quels sont les avantages qu'elles tirent de ce contrat ?

**Les règles de droit :** Le contrat de distribution commerciale permet à un fabricant de biens d'organiser un réseau pour l'écoulement de ses produits sans avoir à investir dans des magasins. Une des obligations du distributeur est d'acheter chaque année une certaine quantité de produits, dont les invendus sont repris par le fournisseur lors de l'arrivée de la nouvelle collection. Ce contrat assure au fournisseur une régularité dans l'écoulement de ses produits sur le marché. Il peut ainsi s'appuyer sur le travail de commerçants indépendants, qui mettent à sa disposition les avantages de leur implantation dans une zone de chalandise. De leur côté, les distributeurs tirent avantage de l'exploitation d'une marque qui peut avoir une certaine renommée, comme c'est le cas dans l'exemple étudié.

**L'application au cas :** Ici, la société Lilas pourra écouler la gamme de ses produits dans la ville de Strasbourg sans avoir à investir pour installer une succursale de vente. De son côté, la société Richie pourra compter sur la notoriété de son fournisseur d'objets décoratifs pour accroître son chiffre d'affaires et ses profits.

## Analyser une documentation juridique

La société Pernin vous soumet la clause de réserve de propriété insérée dans le contrat qu'elle soumet à ses clients et vous demande d'en vérifier les conditions de validité.

*« Il est convenu que le vendeur reste propriétaire des marchandises vendues tant que l'acquéreur ne lui a pas entièrement réglé le prix prévu dans le présent contrat. Il en résulte qu'en cas de non-paiement, le vendeur pourra exiger à tout moment la restitution desdites marchandises. »*

## Corrigé

La clause de réserve de propriété permet au vendeur de s'assurer du paiement des biens vendus en lui permettant de conserver le titre de propriété jusqu'à ce que le paiement total ait été réalisé. Elle est donc une exception au principe selon lequel la vente est parfaite dès lors que l'acheteur et le vendeur ont convenu de la chose et du prix. Pour être valable, la clause doit avoir été acceptée par le vendeur et l'acheteur, et avoir été établie avant la livraison du bien. Dès lors que la société Pernin aura respecté ces conditions et que l'acheteur aura accepté la clause, celle-ci sera valide.